

SOMMAIRE

1. Les migrations et le développement

2. Les migrations

3. Les migrations et le développement

4. Les migrations et le développement

5. Les migrations et le développement

6. Les migrations et le développement

7. Les migrations et le développement

8. Les migrations et le développement

9. Les migrations et le développement

10. Les migrations et le développement

11. Les migrations et le développement

12. Les migrations et le développement

13. Les migrations et le développement

14. Les migrations et le développement

15. Les migrations et le développement

16. Les migrations

17. Les migrations et le développement

18. Les migrations et le développement

19. Les migrations

20. Les migrations et le développement

21. Les migrations et le développement

22. Les migrations et le développement

janvier - février 2008

Vol. 20 - n° 115

MIGRATIONS SOCIÉTÉ

REVUE DE LA SOCIÉTÉ
D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES
ET SOCIALES
DES UNIVERSITÉS
DE BRUXELLES

MIGRATIONS SOCIÉTÉ



CIEPI

Les sociétés du régime
dans la société portugaise
contemporaine

Agriculture et
migrations en
Amérique latine

de 1960 à
1980



MIGRATIONS SOCIÉTÉ

Vol. XX, n° 115, janvier - février 2008

Revue bimestrielle du CIEM

publiée avec le concours
de l'ACSÉ,

du CCFD et de la Ville de Paris

l'acsé

Agence nationale pour
le dialogue social
et l'égalité des chances



MAIRIE DE PARIS

COMITÉ ÉDITORIAL

Luco Marin (Directeur du CIEM),
Vincent Geisser (Directeur de la publication),
Pedro Vilano (Rédacteur en chef),
Myrta Giovonetti (Secrétaire de rédaction),
Christine Pellicoquin, Lorenzo Presicpe

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Dominique Baillet, Alain Bortolozzi, Manuel Boucher,
Said Bouchi, François Brun, Marlene Cohen,
Catherine Delonca, Mostapha Diop,
Yves Gaudart, Nicolas Jounin, Françoise Lortie,
Pierre Mathon-Lagarde, Miljana Marokvic,
Bruno Guemada, Jean-luc Richard, Isabelle Rigot,
Emmanuelle Santelli, Sandrine Veith, Uta Vitruvi,
Catherine Wimal de Warden, Ahisna Zehraoui

Correspondants étrangers :

ROME : Centro Studi Migratorio (CSM)
BÂLE : Vereinigte Studierenden für Auswanderungsfragen (CSERPE)
BRUXELLES : Centre Bruxellois d'Action Inter-culturelle
LONDRES : Sociology Center
MADRID : Delegación Diocesana de Inmigrantes

CE NUMÉRO - 12 € (Étranger : 14 €)

45, rue de Monceau - 75011 Paris

Tel. : 01.43.72.49.04 / Fax : 01.43.72.06.42

E-mails : ms@ciem.org

dbc@ciem.org

contact@ciem.org

ABONNEMENTS

[Voir encadrés à la fin de ce numéro]

Les articles insérés restent la propriété de MIGRATIONS SOCIÉTÉ, et toute reproduction,
même partielle, sans autorisation préalable de l'éditeur est formellement interdite.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL :

Le rapport Attali et l'immigration :
illusions contre-faux à Hordeloux Vincent Geisser 3

ARTICLE

Les "logiques" du méisme dans la
société portugaise contemporaine João Filipe Marques 11

DOSSIER : Agriculture et migrations en Amérique latine
(coordonné par Sara María Lara Flores) 37

Le mouvement migratoire et les enclaves de
l'agriculture intensive en Amérique latine Sara María Lara Flores 38

Les travailleurs saisonniers dans les
espaces de production du nord de la
Patagonie : des migrations frontalières
aux mouvements internes de population Mónica Isabel Bouabré
Norma Graciela Steinbringer 57

Mouvements de capitaux et de migrants
dans la Vallée du fleuve São Francisco
(Nordeste brésilien) : migrations, temps
de mondialisation Joséfa Salete Barbosa Cavalcanti 77

Stratégies de reproduction des familles
boliviennes dans la Haute Vallée du
fleuve Negro (Patagonie argentine) Ana María Ciarallo 93

Espace et territorialité dans les migrations
rurales : un exemple mexicain Sara María Lara Flores 107

Migrants temporaires dans les usines de
cane à sucre de l'État brésilien de São Paulo Maria Aparecida de Moraes Sá 125

Les journaliers indiens migrants et la
détérioration de l'environnement due à la
production de tabac dans l'État mexicain
de Nayarit Horacio Mockinkay 147

Migrations temporaires et complémentarité
des marchés du travail agro-industriels en
Argentine : le cas des empacquetés de
l'agro-industrie des agrumes dans la
province d'Entre Ríos Nilda Toledo
Paula Palacios 167

Entre la communauté et l'entreprise : les
ouvriers agricoles migrants dans la récolte
de l'okra dans l'État mexicain de Morelos Kim Sánchez
Adriana Saldaña 183

Bibliographie sélective Christine Pellicoquin 199

NOTES DE LECTURE

Face aux migrants : État de droit ou état de siège ? (de Danièle Lochak)

Nicolas Jovanin 203

Variations sur la peau (de Stéphane Léves et Laurent Méury)

Stéphane Niam 207

DOCUMENTATION

Christine Pollequin 211

ÉDITORIAL

LE RAPPORT ATTALI ET L'IMMIGRATION :
ILLUSOIRES CONTRE-FEUX À HORTEFEUX

Vincent GEISSER

« Finis l'époque du Nègre musclé belles dents, il veut du Noir diplômé intelligent. C'est ça le critère du nouveau négrier qui a le coût d'aller en Afrique l'expliquer ».

Extrait de la chanson "Sarkozy, un Hongrois chez les Gaulois", de Zédess, chanteur burkinabé, 2007 : <http://www.zedess.com>

La présentation officielle du Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française, dite "commission Attali" du nom de son président, Jacques Attali, a créé l'événement, suscitant même des mobilisations corporatistes (taxis, bucalistes, artisans, coiffeurs...) et des réactions politiques et syndicales hostiles, sinon réservées et sceptiques. Le "rapport de la discorde", pourrait-on dire, dans un contexte politique déjà difficile pour le gouvernement et le président de la République, confrontés selon les sondages à une chute vertigineuse de leur popularité, l'état de grâce des premières semaines du Sarkozy dream touchant désormais à sa fin. Toutefois, dans ce concert de critiques corporatistes, politiques et syndicales, une petite note optimiste a pointé : à en croire les éditorialistes et les chroniqueurs, le rapport Attali renouerait avec la conception d'une France résolument ouverte sur le monde et un réalisme migratoire, ce qui le classerait dans un registre "progressiste", en dépit de sa vision "radicalement libérale" et anti-étatiste de la société française. En ce sens, le rapport Attali, par la "générosité" de ses propositions en matière d'immigration, ferait presque figure de contre-feu à la politique ultrasécuritaire du ministre Brice Hortefeux¹.

Le nationaliste carcéral face à l'humaniste libéral ?

1. Cf. HUET, Sophie, "Immigration : l'UMP réservée sur le rapport Attali", *Le Figaro* du 11-1-2008.

hommes&migrations

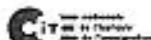
Revue de sciences sociales
spécialisée sur les faits migratoires
en France et dans le monde



Revue disponible
en librairie
et à la Cité Nationale
de l'Histoire
de l'Immigration

Hommes & Migrations
Cité nationale de l'histoire
de l'immigration

293, avenue Daumesnil
75012 Paris
Tél. : 01 53 59 58 60
www.hommes-et-migrations.fr
www.histoire-immigration.fr
Contact : Karima Dekouk
Tél. : 01 53 59 58 63



La revue est publiée par la Cité nationale
de l'histoire de l'immigration

Pluraliste et pluridisciplinaire

Hommes & Migrations confronte, depuis plus de quarante ans, sur une même question la réflexion du chercheur à l'expérience du praticien et à l'action entreprise par les responsables politiques, culturels et associatifs. Des articles hors dossier et des chroniques régulières tiennent compte de l'actualité (recadrage, initiatives, mémoire, art, musiques, films, livres).

Nos dernières parutions

■ Diasporas indiennes dans la ville

Hommes & Migrations n° 1268-1269

À l'heure où l'Inde apparaît comme l'un des "nouveaux géants" de la scène économique et où l'union Metal Steel-Arcelor montre l'émergence de ses grands patrons, la présence de l'étranger indien dans la ville intrigue. Le champ des diasporas indiennes au sein de la recherche française est aujourd'hui dans sa phase de construction. Le dossier présente ici nous l'indiquent à leurs épaulés.

■ Migrants latino-américains

Hommes & Migrations n° 1270

Avec 13% des migrants dans le monde, l'Amérique latine participe des grands mouvements internationaux de population. Aux flux anciens vers les États-Unis s'ajoutent depuis quelques années une importante mobilité vers le continent européen. Ce dossier a pour but d'apporter un éclairage sur ces nouvelles dynamiques et sur les expériences des migrants latino-américains, en portant une attention particulière à la France.

Informations et archives :
www.hommes-et-migrations.fr



ESPACE ET TERRITORIALITÉ DANS LES MIGRATIONS RURALES : UN EXEMPLE MEXICAIN

Sara María LARA FLORES *

Au Mexique, le développement d'une agriculture moderne avec ses entreprises orientées vers l'exportation a concentré dans certaines régions à la fois une demande de main-d'œuvre et une offre alimentée par les États¹ les plus pauvres, par la population indienne en particulier. La plupart des travailleurs agricoles qui rejoignent ces entreprises en quittant leur lieu d'origine ne trouvent dans ces régions que des emplois temporaires et des conditions de vie et de travail précaires.

Avec l'aggravation de la crise agraire qui frappe l'agriculture traditionnelle et le retrait de l'État qui n'assume plus sa fonction régulatrice, le nombre de travailleurs agricoles augmente tandis que le monde rural expulse près de trois millions de personnes². Les paysans pauvres deviennent des journaliers itinérants, des nomades, car les régions dont ils sont originaires ne leur offrent aucune perspective d'emploi ni aucune aide pour continuer à cultiver leurs terres. Ils passent d'un endroit à un autre car les entreprises leur imposent une grande flexibilité, les embauchant et les débauchant à leur convenance. Obligés de circuler entre différents endroits à la recherche d'un emploi, ces journaliers ont commencé à traverser la frontière avec les États-Unis établissant ainsi

* Chercheuse, Instituto de Investigaciones Sociales, Universidad Nacional Autónoma de México, México. Contact : saraif@servidor.unam.mx

1. Le Mexique étant une république fédérale, il s'agit ici des États de la Fédération.
2. Selon les données de l'Enquête nationale sur l'emploi menée par l'Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática (Institut national de statistiques, de géographie et d'informatique, INEGI), les ouvriers agricoles représentent 54 % des personnes vivant de l'agriculture et de l'élevage en 1990, contre 57,3 % en 2000. Voir PACHECO, María Edith, "El trabajo agropecuario en México, 1991-2000", in : GARZA, Enrique de la ; SALAS, Carlos (compiladores), *La situación del trabajo en México*, México : Universidad Autónoma Metropolitana, Instituto de Estudios del Trabajo - Solidarity Center - Ed. Plaza y Valdes, 2005, pp. 331-354 ; FLORES, Nelson, "Transformaciones del trabajo agrícola en México. Análisis comparativo de los años 1993-2000", communication présentée au V^e Congreso de l'Asociación Mexicana de Estudios Rurales (AMER), Coahuila, México, 2006, 25 p.

une connexion entre les divers circuits migratoires qui, à l'échelle nationale et internationale, configurent leurs « territoires de migration »³.

Cette contribution est fondée sur des données empiriques recueillies dans les zones agricoles attractives du nord-ouest du Mexique — principalement dans les quartiers d'habitat précaire des États de Sinaloa et de la Basse-Californie — où s'établissent et par lesquels circulent les ouvriers agricoles qui viennent récolter les produits maraîchers. C'est leur base de départ vers différentes destinations, mais c'est aussi l'endroit qui leur offre un point d'ancrage.

Une production sans saison, une main-d'œuvre sans domicile fixe

Ces changements dans le travail agricole et ses formes d'emploi ont des conséquences visibles sur le monde rural mexicain, entre autres les déplacements multipolaires des travailleurs et les nouveaux modes d'occupation de l'espace. Ce type de déplacements résulte d'une production devenue indépendante des saisons et de la dispersion géographique des entreprises dans une large zone recouvrant tout le nord-ouest du pays. Ce sont là des processus qu'a engendrés la restructuration des entreprises agro-exportatrices⁴ avec la multiplication consécutive des circuits migratoires.

Les mouvements de travailleurs présentent un caractère pendulaire et circulaire, comme le montre l'enquête à domicile des journaliers migrants dans les régions horticoles du Mexique⁵. La migration pendulaire concerne les allers et retours entre le lieu d'origine et le lieu de travail, mais aussi les déplacements qu'effectuent les travailleurs à partir d'un campement ou d'une *cuartería*⁶, où leur emploi les a conduits à s'établir, vers d'autres

3. Cf. FARET, Laurent, "Mobilité spatiale et territorialité. De la diversité des formes de construction du rapport aux lieux", communication aux séminaires PRISMA, Toulouse, 10-11 mai 2001, 10 p.

4. Cf. LARA, Sara María, *Nuevas organizaciones productivas y nuevas formas de organización flexible del trabajo en la agricultura mexicana*, México : Procuraduría Agraria - Juan Pablo Editores, 1998, 302 p.

5. Cf. CARTON de GRAMMONT, Hubert ; LARA FLORES, Sara, *Encuesta a hogares de jornaleros migrantes en regiones hortícolas de México : Sinaloa, Sonora, Baja California Sur y Jalisco*, México : Instituto de Investigaciones Sociales, Universidad Nacional Autónoma de México, 2004, 185 p. Cette enquête a concerné 8 117 domiciles de journaliers agricoles dans les campements et les *cuarterías* des régions agricoles les plus développées dans les États de Sinaloa, de Sonora, de Jalisco et de la Basse-Californie entre 1998 et 2000.

6. Une *cuartería* désigne un ensemble de pièces qu'on loue aux journaliers dans les zones d'habitat précaire qui se développent près des champs de l'exploitation. Elle appartient à un particulier et on y dispose généralement de sanitaires ni de douches, ces services étant communs aux différents locataires et au propriétaire de la *cuartería*. Les campements, eux, sont constitués d'une sorte de grands hangars faits de plaques de tôle ou de carton installés sur les champs

lieux qu'ils peuvent éventuellement quitter pour revenir à l'endroit précédent. La migration de type circulaire concerne plus de deux lieux de travail reliés au domicile principal, que celui-ci soit situé dans le village d'origine ou dans un campement ou une *cuartería*. Enfin nous avons noté aussi une forme d'errance, adoptée par une population qui circule entre divers lieux de travail sans avoir de résidence fixe. Les circuits que ces travailleurs empruntent sont étroitement liés à la dispersion géographique des entreprises et au caractère intermittent des emplois proposés. Selon cette enquête, 74,4 % des journaliers ont leur résidence dans leur État d'origine, 21,9 % vivent dans un campement ou dans une *cuartería* sur le lieu de travail et 3,8 % se déclarent sans domicile. Les deux derniers groupes, soit 25,7 % des journaliers migrants, vivent dans une mobilité permanente à la recherche d'un emploi, ce qui les rend extrêmement vulnérables.

En outre, la composition des flux migratoires s'est complexifiée : la migration d'hommes seuls quittant leur lieu de résidence en quête de travail pour retourner après dans leur famille n'est plus la dominante. À présent, ce sont des familles complètes, avec une composition particulière, qui se déplacent d'un lieu à un autre. Comme nous l'avons analysé dans une autre étude, il s'agit de configurations familiales qui se constituent pour répondre au projet migratoire⁷. Ce sont des familles nucléaires ou des familles étendues, parfois accompagnées de parents et de personnes du même village, ou encore des familles dirigées par une femme ou des groupes d'hommes et de femmes seuls. La plupart du temps, ces familles ainsi constituées partagent le même toit, éventuellement la cuisine, ce qui nous conduit à reconsidérer la définition d'un foyer ou d'un groupe domestique pour le concevoir comme une structure flexible qui s'adapte aux processus migratoires et qui se recompose constamment au cours des allers et retours.

Les circuits migratoires sont devenus eux-mêmes plus complexes car les itinéraires ont maintenant des destinations nationales et internationales. En effet, les migrants qui se dirigent vers le nord-ouest du pays (Sinaloa, Sonora et Basse-Californie) s'entrecroisent de plus en plus souvent avec

de l'entreprise agricole. Ces campements peuvent accueillir jusqu'à 5 000 travailleurs quand la récolte bat son plein. Les services offerts sont minimes : il s'agit de petites chambres avec un sol en terre battue, sans eau courante, sans WC ni douche, car ces services sont généralement partagés par tous les résidents.

7. Cf. CARTON de GRAMMONT, Hubert ; LARA, Sara María ; SÁNCHEZ GÓMEZ, Martha Judith, "Caractéristiques des migrations rurales à l'intérieur du Mexique et vers les États-Unis", *Migrations Sociales*, vol. 15, n° 57-58, mai-août 2003, pp. 23-34.

ceux qui se dirigent vers les États-Unis, à cause de la proximité avec la frontière nord-américaine ou parce que c'est dans cette région que se trouvent les passeurs qui se chargent de faire traverser la frontière.

Selon l'enquête mentionnée plus haut, les journaliers qui migrent pour travailler dans d'autres régions et qui reviennent dans leur lieu de résidence représentent 15,9 % du total. La majorité d'entre eux circule entre deux régions (74,4 %) et une minorité travaille sur trois régions. Seuls ceux qui n'ont pas de résidence fixe se déplacent dans plus de deux régions dont le Sinaloa (35,8 %), la Basse-Californie (32,7 %), le Sonora (6,6 %) et la Basse-Californie-du-Sud (6,2 %) constituent les principales zones d'accueil. Le reste (18,7 %) de ces flux migratoires concerne plus de 15 États mexicains, en dehors des quatre principaux, aussi lointains que Jalisco, Chihuahua, Coahuila ou Tamaulipas, tandis que d'autres migrants poursuivent jusqu'aux États-Unis, un choix de plus en plus fréquent. Cette migration circulaire suit clairement la dynamique de la production maraîchère, montrant ainsi que les journaliers migrants se spécialisent dans certaines cultures.

La migration est devenue pour les journaliers une condition de vie, leur mobilité spatiale s'étendant sur divers espaces connectés entre eux par la succession des récoltes (hiver-printemps et été-automne). En effet, la culture des produits horticoles tire parti des avantages des régions en termes de climat, de transports, d'infrastructures ou de disponibilité de main-d'œuvre. Les entreprises ont choisi la décentralisation vers ces divers endroits qui permettent de produire tout au long de l'année. Les journaliers, eux, circulent entre ces espaces qui leur offrent un travail la plus grande partie de l'année, assurant la survie du groupe familial, même si l'emploi offert est temporaire et discontinu ; c'est aussi la base des réseaux sociaux qui, en se tissant, favorisent leurs stratégies de mobilité.

Pour être compétitives sur le marché international, les entreprises agro-exportatrices ont élargi l'éventail de leurs produits. Ainsi, elles n'ont pas seulement diversifié leurs cultures mais elles cherchent aussi à les faire circuler sur le marché toute l'année en rendant leur production indépendante des saisons⁸. Autrement dit, on arrive à prolonger ou à raccourcir les cycles de culture en introduisant des variétés précoces ou tardives qui s'obtiennent grâce à la biotechnologie et à la bio-génétique, mais aussi grâce aux nouvelles techniques de production

8. Dans les années 70, on cultivait dans la région cinq produits : la tomate, la courgette, le concombre, l'aubergine et le poivron ; aujourd'hui, ce sont 20 variétés de produits maraîchers qui sont cultivées.

sous serre ou sous des tunnels de plastique qui permettent de produire toute l'année⁹.

En outre, certaines grandes entreprises, productrices de cultures maraîchères d'exportation, s'implantent dans diverses régions du Nord-Ouest pour tirer avantage des différences de climat. Ainsi, dans le Sinaloa et dans le Sonora on cultive des produits maraîchers d'hiver, alors qu'en Basse-Californie-du-Nord et en Basse-Californie-du-Sud le cycle principal a lieu pendant la période printemps-été. Mais dans les deux régions, ces cycles ont été étendus dans le temps grâce aux nouvelles technologies. Cet ensemble de changements dans l'agriculture moderne a transformé le marché du travail et intensifié la mobilité des travailleurs. Aujourd'hui, les circuits migratoires des travailleurs agricoles intègrent non seulement divers points de destination à l'intérieur du Mexique, mais aussi le passage de la frontière, si bien que les liens entre la migration vers les États du nord-ouest du pays et la migration vers les États-Unis sont de plus en plus forts et dessinent des mouvements de va-et-vient.

Précarité du travail et vulnérabilité sociale

La moitié des chefs de famille qui viennent travailler dans les régions horticoles du Nord-Ouest possèdent des terres sur leur lieu de résidence, mais ils se trouvent dans la nécessité de partir comme journaliers car ils ne peuvent vivre de leurs parcelles qui sont très petites ; par ailleurs, les prix des intrants sont très élevés alors que les prix qu'ils obtiennent de leurs produits sont très bas. Parmi les journaliers que nous avons interviewés, ceux qui possèdent des terres ne la travaillent pas tous et ceux qui n'en possèdent pas peuvent en avoir l'usage sous la forme d'un prêt, d'un métayage ou parfois d'une location pour cultiver des produits de subsistance comme le maïs et le haricot. Sur le total des chefs de famille — hommes ou femmes — 55,6 % cultivent une terre dans leur village. Cependant, la moyenne de la surface cultivée est très basse si bien qu'ils n'en tirent que de quoi nourrir leur famille durant les mois de chômage : 31,7 % cultivent moins d'un hectare et 51,2 % moins de cinq hectares. Presque tous cultivent du maïs et des haricots (95 %). Les journaliers qui ont de la terre mais qui ne la

9. Cf. LARA, Sara María, "Criterios de calidad y empleo en América Latina: un debate con el postfordismo", in: CARLTON de GRANMONT, Hubert (coordinador), *Empresas, reestructuración productiva y empleo en la agricultura mexicana*, México: Instituto de Investigaciones Sociales, Universidad Nacional Autónoma de México - Ed. Plaza y Valdés, 1998, pp. 311-342.

cultivent pas la prêtent à un parent (25,8 %), la donnent en location (15,4 %) ou en métayage (7,4 %), mais on sait qu'une partie importante abandonne leur terre tout simplement (47,5 %), tandis que pour le reste on n'a pas de réponse.

La majorité de ces journaliers (73,6 %) ont recours au seul travail salarié dans l'agriculture avec le statut de journalier et participent surtout à la récolte des produits maraîchers. Certains pratiquent d'autres activités comme la maçonnerie notamment ou la menuiserie (38,2 %) et l'artisanat dans leurs villages (25,5 %) ; d'autres se font bergers (12,1 %) et le reste s'adonne au petit commerce ou à d'autres activités (24,1 %).

Les conditions de travail dans la plupart des zones d'agriculture moderne d'exportation sont extrêmement précaires. L'enquête nationale sur l'emploi de 2000 révèle que 31 % des travailleurs agricoles ayant perçu un revenu ont gagné moins d'un salaire minimum mensuel, 53 % d'un à deux salaires minimum et 11 % de deux à trois salaires minimum¹⁰. Actuellement, le salaire versé dans la région agricole de San Quintín, en Basse-Californie, représentait moins de deux salaires minimum pour une journée qui allait de 7 h du matin à 4 h de l'après-midi environ, avec une demi-heure de pause pour le déjeuner. Les travailleurs n'ont pas de contrat écrit et chaque jour on peut changer la nature de leur travail en fonction des besoins de l'entreprise qui les emploie. Ils sont embauchés et débauchés d'un jour sur l'autre. Ils n'ont aucune stabilité dans l'emploi, ne sont pas rémunérés pour le 7^e jour, n'ont pas de congés payés ni de prime de fin d'année. Ils ne disposent pas non plus de couverture médicale, même en cas d'accident du travail, et ce malgré la réforme de la loi sur la Sécurité sociale en 1997 qui vise à donner aux travailleurs une plus grande protection¹¹. Cependant, les patrons ne respectent aucune réglementation étant donné la tolérance du gouvernement.

L'augmentation des rendements dans l'horticulture a signifié parallèlement un accroissement de la productivité du travail, ce qui, en grande partie, a été obtenu par l'introduction de nouvelles technologies et l'inten-

10. Enquête nationale sur l'emploi, tableau 3.59. Le salaire minimum correspond à environ 4,3 dollars par jour.

11. La réforme du 30 juin 1997 a élargi la protection des travailleurs en modifiant le système d'affiliation à la Sécurité sociale. Au lieu du système du "laissez-passer" qui donnait accès aux soins, mais qui dépendait de la bonne volonté de chaque employeur, le patron a l'obligation d'affilier tous ses ouvriers et de leur remettre une fiche de paie où apparaissent les cotisations versées qui leur donnent droit à des assurances (invalidité, vie, vieillesse), à des indemnités de chômage à un âge avancé et accès à des garderies, tout ceci en fonction du montant cotisé. Voir SEEFOO, José Luis, "Si tuviera cuatro vidas...", 2006, document inédit.

sification du travail. Pour la récolte de 1984-1985, il a fallu 264 journées de travail pour obtenir 22,6 tonnes de tomates, ce qui représentait une "efficacité technique" de 85,6 kilos de tomates par journée de travail. Dix ans plus tard, il a fallu 259 journées pour obtenir 34 tonnes, soit une "efficacité technique" de 131,2 kilos. Les entreprises ont ainsi augmenté la productivité du travail de 65 %¹².

Les journaliers agricoles n'ont accès qu'à des formes de travail extrêmement précaires, d'où leur vulnérabilité, et pour y accéder ils doivent adopter en outre la vie incertaine des migrants faisant des allers et retours entre les régions. Selon les données de notre enquête, la grande majorité des journaliers (80,6 %) quittent leur village pour arriver dans les zones agricoles modernes, en passant par des recruteurs, qu'on appelle aussi coyotes, qui servent d'intermédiaires entre les travailleurs et les entrepreneurs. Ces recruteurs jouent un rôle important dans l'organisation des flux de main-d'œuvre dont ils définissent le volume, la durée et la qualification nécessaires. Ils sont originaires des régions de départ et souvent ils ont été eux-mêmes des journaliers. Grâce à leur capacité à se déplacer d'un lieu à un autre, à leur maîtrise de l'espagnol et à leur accès à des réseaux sociaux efficaces, ils se consacrent au recrutement de la main-d'œuvre pour les entreprises agricoles. Il est bien connu que ces coyotes tirent parti de leur capacité à contrôler un grand nombre de travailleurs pour obtenir indûment de l'argent. Les entrepreneurs avancent aux recruteurs l'argent nécessaire aux frais de nourriture et de voyage, mais il arrive souvent que ces derniers gardent cet argent pour augmenter leurs gains. Un petit nombre de migrants (14,8 %) voyagent et trouvent du travail par leurs propres moyens grâce aux réseaux sociaux dont eux-mêmes disposent sur le lieu de destination, en général des parents ou de simples relations.

Lorsque les travailleurs arrivent par le biais d'une filière de recrutement, ils sont souvent logés dans les campements de l'entreprise. Il leur est difficile d'en sortir et de choisir leur lieu de travail, car ils sont obligés de travailler pour l'entrepreneur qui a pris en charge les frais de voyage. Leur condition d'itinérant rend impossible l'accumulation de biens ; tout au plus disposent-ils d'une couverture et parfois d'un *comal*¹³ ou d'une marmite pour cuire les haricots. En revanche, si le

12. Cf. CARTON de GRAMONT, Hubert ; LARA FLORES, Sara María, "Características de las empresas y el empleo en la horticultura de exportación mexicana", in : STEMBREGER, Norma ; RADONICH, Martha (coordinadoras), *Reestructuraciones sociales y cadenas agroalimentarias*, Buenos Aires : Editorial La Colmena, 2007, pp. 169-190.

13. Ce terme vient du mot nébusal *comal*. Il s'agit d'un plat en terre ou en aluminium servant à cuire les crêpes de maïs, les fameuses tortillas.

journalier arrive par ses propres moyens, sans avoir eu recours à un recruteur, il se loge dans une *cuartería* à l'intérieur de ces quartiers d'habitat précaire qui se construisent à la périphérie des plantations, ce qui lui donne une plus grande indépendance par rapport au patron et aux recruteurs. Mais pour jouir de ces meilleures conditions, il faut pouvoir disposer d'un réseau social sur le lieu de travail et de connaissances préalables sur la région.

Bien connaître un lieu et les possibilités de travail qu'il offre sur place ou à proximité crée des liens avec l'environnement. Le Nord-Ouest, par exemple, est un espace riche en offres de travail agricole, même s'il s'agit d'emplois précaires, car saisonniers, sporadiques, itinérants, mal rémunérés et ne donnant pas accès aux avantages sociaux. Cependant, c'est là que, dès l'enfance, les travailleurs apprennent à voyager, à travailler. Pour certains d'entre eux, c'est le lieu où ils voient de près la possibilité de passer "de l'autre côté", c'est-à-dire de franchir la frontière avec les États-Unis, ce lieu emblématique de tous les succès anoré dans l'imaginaire de la majorité des journaliers, surtout des plus jeunes. Par ailleurs, le village, le lieu d'origine devient, lui, un espace mythique où résident les ancêtres, où certains possèdent une parcelle, même si elle reste en friche ; c'est le lieu de naissance, des fêtes des saints patrons, le lieu que l'on partage avec d'autres et qui est le moyen de se reconnaître à travers une appartenance collective. C'est cet ensemble, constitué par des lieux réels et des lieux imaginaires, qui dessine « un territoire migratoire »¹⁴.

En circulant d'un endroit à un autre, à travers des va-et-vient répétés, les journaliers construisent une relation avec chacun de ces lieux sur la base de faits significatifs : quel est le recruteur qui les a le mieux traités ? Quel patron respecte les accords sur le salaire ? Où gagne-t-on le plus ? Quel campement offre les conditions de vie les moins mauvaises ? Quels endroits sont accessibles et où peut-on séjourner ? Ces faits se transforment en données qui se transmettent à travers des réseaux, tout en les alimentant. Les réseaux deviennent à leur tour le support d'un territoire fait d'une multiplicité de centres traversés par un ensemble de flux de toute nature (informations, biens, liens affectifs, relations de solidarité, conflits).

Les journaliers et leurs familles suivent une trajectoire migratoire qui intègre diverses destinations à l'intérieur du pays, parfois en dehors. Ces destinations dépendent des lieux d'implantation des entreprises

agricoles. Il est alors très utile d'avoir des informations précises sur le montant des salaires, la durée de l'emploi, etc., et celles-ci s'obtiennent grâce aux réseaux relationnels qui se tissent entre parents, amis, gens du même village. C'est l'existence de ces réseaux qui permet de s'installer dans un lieu et d'y résider, ce qui n'entraîne pas forcément l'abandon ou l'oubli de ses origines géographiques ni la fin des déplacements, mais qui amplifie le territoire servant d'espace de circulation où se joue la survie du groupe familial dans son ensemble.

Avec le temps, un certain nombre de ces journaliers suspendent leur mouvement de va-et-vient pour s'installer avec leur famille dans un des lieux par où ils sont passés. Leur installation à la périphérie des zones agricoles en expansion correspond à une recherche d'enracinement, d'un ancrage qui les rendrait moins dépendants, plus autonomes. Plusieurs d'entre eux arrivent à travailler dans d'autres secteurs d'activité, comme le bâtiment et/ou le commerce, et ce pendant la plus grande partie de l'année.

Grâce aux réseaux qui se construisent au début sur la base de liens familiaux ou entre gens du même village puis qui intègrent des relations d'amitié et de voisinage, ces journaliers élargissent, en s'installant, leur univers relationnel et du même coup leur accès à l'emploi. À la différence de ceux qui arrivent dans le cadre d'un recrutement organisé, ceux qui restent sur place représentent pour les entreprises agricoles une main-d'œuvre disponible toute l'année. Ils arrivent à se spécialiser dans certaines tâches et même à avoir une qualification, particulièrement depuis qu'ont été introduites la culture sous serre et des technologies sophistiquées (production sous plastique, fertilisation des sols par irrigation, gestion informatisée de l'activité agricole et du conditionnement, etc.). Ils forment une population permanente et en même temps "flottante" : ils sont là quand on les demande et s'en vont quand on les renvoie, circulant donc d'une entreprise à une autre à la recherche d'un travail. Ils travaillent pendant toute l'année mais de façon intermittente et dans différentes entreprises, si bien qu'ils n'accèdent pas à la stabilité de l'emploi et n'obtiennent pas de meilleures conditions de travail que ceux qui arrivent par le biais d'un recruteur. Néanmoins, leur installation sur le lieu de travail les aide à dépasser la situation de vulnérabilité qui découle d'une circulation constante d'un endroit à un autre et crée les conditions favorables à la mise en place de ces réseaux

14. PARET, Laurent, "Mobilité spatiale et territorialité", *art. cit.*

de relations qui vont agrandir leurs « territoires de migration »¹⁵ ou de circulation¹⁶.

Espaces d'ancrage dans les "territoires circulaires"

L'installation des travailleurs à proximité des entreprises permet à ces dernières d'éviter leurs responsabilités, de ne pas tenir compte de la législation du travail — qui stipule que les saisonniers doivent disposer de conditions de logement et de vie dignes — de ne pas respecter les lois relatives à la sécurité alimentaire et au bioterrorisme imposées par les États-Unis pour l'importation de produits frais¹⁷, lesquelles obligent les entreprises exportatrices mexicaines à exercer un contrôle plus strict sur tous ceux qui participent aux travaux agricoles. Des pressions sont alors exercées sur les entrepreneurs pour qu'ils fournissent aux journaliers migrants, vivant sur les campements installés sur leur propriété, des logements décentes avec eau potable, douches, latrines et lavoirs. Les programmes sociaux ciblés sur la population migrante interviennent de leur côté pour que ces espaces accueillent des écoles, des garderies pour les enfants des travailleurs et des dispensaires¹⁸.

Par ailleurs, si les "autochtones" peuvent être perturbés par l'installation de ces familles pauvres et d'origine indienne en majorité (ils les appellent "indiens", "Oaxacos"¹⁹ ou "Oaxaquitas"), les entreprises,

15. *Ibidem*.

16. Cf. TARRIUS, Alain, "Leer, escribir, interpretar. Las circulaciones migratorias: conveniencia de la noción de 'territorio circular'". *Los nuevos hábitos de la identidad*, *Relaciones*, vol. 21, n° 83, 2000, pp. 39-66.

17. En 1997, Les États-Unis ont promulgué une loi relative à la sécurité alimentaire de la production interne et importée et à l'octroi au département de l'Agriculture (USDA) de la faculté d'inspecter et de saisir les aliments. À cette loi s'ajoute celle sur le bioterrorisme (*The Bioterrorism Act*) promulguée après les attentats du 11 septembre 2001. Cette loi exige que la Food and Drug Administration (FDA) reçoive une notification préalable pour tout aliment importé ou destiné à l'importation vers les États-Unis et lui confère le pouvoir de retarder ou de bloquer les aliments si ceux-ci présentent une quelconque menace pour la santé. Les établissements étrangers sont alors obligés de désigner un agent nord-américain chargé de contrôler les aliments. Cet agent peut être un broker ou un importateur qui demeure dans ce pays ou qui y est domicilié. Voir AVENDAÑO, Belén. *El impacto de la iniciativa de inocuidad alimentaria de EE.UU. en las exportaciones de hortalizas frescas de México*, thèse de doctorat en problèmes économiques agro-industriels. Centro de Investigaciones Económicas, Sociales y Tecnológicas de la Agroindustria y la Agricultura Mundial, Universidad Autónoma de Chapingo, Estado de México, 2004, 320 p.

18. Nous nous référons aux programmes du secrétariat à l'Éducation publique, comme le programme destiné aux enfants des journaliers migrants, et au programme pour les journaliers agricoles du secrétariat au Développement social.

19. Les journaliers viennent en grand nombre des régions de l'État d'Oaxaca situé dans le sud du Mexique.

elles, y trouvent leur compte : ces journaliers mettent à leur disposition à tout moment leur force de travail sans que ces entreprises aient à assumer les frais de leur reproduction sociale (logement, éducation, santé, etc.), et ce sont eux aussi qui se chargent de recruter, de loger, de transporter et d'approvisionner ceux qui arrivent par leurs propres moyens. Certains d'entre eux parviennent à construire sur leur lopin de terre des suites de pièces (*cuarterías*) qu'ils louent à ceux qui viennent pour le temps de la récolte, à acheter des camionnettes pour faire le transfert des journaliers vers leur lieu de travail ou à ouvrir un petit commerce où sont vendus à crédit les aliments et les intrants nécessaires. Grâce à ceux qui circulent d'une entreprise à une autre — membres de leur famille, gens du même village ou inconnus — les migrants qui se fixent trouvent des moyens de gagner de l'argent, d'obtenir des informations utiles sur les divers endroits traversés et d'élargir ainsi leur réseau relationnel.

Les connaissances qu'apportent une précédente expérience migratoire et l'installation dans l'un de ces espaces frontaliers facilitent l'établissement de contacts avec les différents passeurs. Il est ainsi fréquent qu'un membre de la famille de ces journaliers qui se sont fixés se déplace vers les États-Unis, généralement le chef de famille ou le fils aîné ; le mouvement de va-et-vient opéré par l'un d'eux élargit le territoire de migration pour l'ensemble de la famille.

Ceux qui restent sur place — généralement les femmes — tâchent d'acheter ou d'acquérir un bout de terrain pour y habiter et luttent dans des comités de quartier pour le faire légaliser et obtenir de l'État l'aménagement d'infrastructures (eau, drainage, électricité, écoles, dispensaires, etc.), cherchant ainsi à s'approprier l'espace. Certaines familles gardent leur maison et/ou un lopin de terre dans leur lieu d'origine tout en tirant parti éventuellement de leurs déplacements vers d'autres lieux, au Mexique ou aux États-Unis, pour amasser les ressources nécessaires à l'achat d'un terrain, la construction d'une maison, bref, pour améliorer leurs conditions de vie.

La majorité des travailleurs qui se sont établis près de leur lieu de travail gardent présent en eux leur terre d'origine où se trouve toujours une partie de la famille, les parents souvent, des frères et sœurs. D'autres, dont l'arrivée dans les campements est récente, sont obligés de travailler pour un seul patron et vivent dans des conditions bien plus précaires que dans les colonies. Beaucoup recherchent des membres de leur famille, des gens de la même origine géographique qui conti-

nent à se déplacer d'une région à une autre vivant dans les campements ou les *cuarterías*. Ils les visitent le week-end pour maintenir les liens, consolider les alliances et s'informer de ce qui se passe dans les lieux par où ils vont transiter.

Tout en cultivant leur sentiment d'appartenance au lieu natal qu'ils ont quitté, les migrants commencent à s'identifier à la région où ils se sont installés. Ceux qui restent dans le Nord-Ouest adoptent les habitudes de l'endroit : les bottes de cow-boy, le chapeau à larges bords, le jean, la chemise à carreaux, la ceinture avec la boucle argentée et la musique régionale (la *tambora* et la *redaba*). Ils intègrent d'autres pratiques alimentaires, la tortilla de farine de blé et non de maïs, la viande de bœuf séchée et les fruits de mer ainsi que de nouveaux produits de consommation à cause de la proximité des États-Unis (appareils électriques, voitures, vêtements d'occasion). Même s'ils se sentent discriminés dans les lieux où ils se sont établis, certains revendiquent leur identité et se servent de cette appartenance identitaire pour fonder leur demande de contrôle sur l'espace qu'ils occupent : la légalisation de leur lopin de terre, son aménagement, des écoles bilingues ou des enseignants spécifiques. Ces migrants cherchent à recréer leurs traditions et négocient l'obtention de ressources aussi bien auprès des gouvernements des États où ils se sont installés qu'auprès des États qu'ils ont quittés, pour célébrer les fêtes de leur saint patron ou d'autres fêtes traditionnelles non religieuses. Parallèlement, ils luttent pour faire reconnaître leur nouvelle appartenance géographique et pour effacer les différences qui les séparent des "autochtones". Les jeunes surtout cessent de parler leur langue maternelle et ne veulent plus être repérés en raison de leur origine indienne afin d'éviter les discriminations dont ils sont victimes. Comme le signale Alain Tarrius, toutes ces populations nomades "accrochent à une mémoire collective tous les lieux qu'elles ont parcourus ou d'autres dont elles reconnaissent la proximité"²⁰.

Nouvelles formes de sociabilité et reconstructions identitaires

Là où elles se fixent, ces populations nomades créent une mosaïque de traditions venues de partout et donnent à l'espace rural une nouvelle

20. TARRIUS, Alain, "Leer, escribir, interpretar. Las circulaciones migratorias", art. cité.

géographie²¹. Il ne s'agit pas de communautés rurales semblables à celles auxquelles ils appartenaient auparavant, et pourtant c'est aussi une région dynamisée par l'activité agricole. Ce ne sont pas non plus des quartiers urbains qu'ils habitent car leur habitat se trouve ancré à la périphérie de zones agricoles modernes et il ne dispose pas de services urbains, sa structure étant toutefois celle d'un bidonville. Ce sont des espaces "rurbains"²², pourrait-on dire, à partir desquels ceux qui y habitent s'insèrent dans l'agriculture surtout, se déplaçant selon leur convenance d'une entreprise à une autre, d'une activité de production à une autre et d'un lieu à un autre.

Ces colonies façonnent de nouvelles occupations de l'espace rural et créent des communautés "imaginaires" (Nueva Era, Buenavista, El Vergel, Villa Juárez, La Choricera, etc.) qui conduisent à l'émergence de nouvelles identités. Leurs habitants se reconnaissent entre eux, une reconnaissance mutuelle autour d'un passé partagé, d'une histoire commune faite de sacrifices et de privations qui accompagnent tout processus d'ancrage dans un lieu, de la précarité de leurs conditions de vie dans ces endroits qui pourtant leur semblent un aboutissement de leur parcours. Mais surtout ils sentent qu'existe un "nous" forgé dans leur "savoir circuler"²³. Parfois, ce sont des communautés "ethniques" qui se recréent, comme le rapporte Laura Velasco à propos des Indiens triquis de l'État d'Oaxaca installés dans la vallée de San Quintín²⁴.

Ces zones d'habitat précaire sont des espaces où se construit une sociabilité à la fois différente et semblable à celle qui animait leurs villages d'origine. Différente parce qu'elle rassemble sur un même territoire Mixtèques, Zapotèques, Tlapanèques, Triquis, Nahuas, des Méris aussi, chacun avec ses coutumes. Semblable parce que des réseaux particuliers se forment, de nouvelles règles de vie commune s'établissent,

21. Cf. BENDINI, Mónica ; RADONICH, Martha, *Con las propias manos*, Buenos Aires : Grupo de estudios sociales agrarios - Editorial La Colmena, 1990, 122 p., Cuaderno GESA n° 2.

22. LARA, Sara María, "El papel de las mujeres en la nueva estructura de los mercados de trabajo no-urbanos", in : TERESA, Ana Paula de ; CORTÉZ RUIZ, Carlos (coordinadores), *La sociedad rural mexicana frente al nuevo milenio*, vol. II, México : Instituto Nacional de Antropología e Historia, Universidad Nacional Autónoma de México ; Universidad Autónoma Metropolitana Azcapotzalco ; Ed. Plaza y Valdés, 1996, pp. 145-166.

23. TARRIUS, Alain, "Leer, escribir, interpretar. Las circulaciones migratorias", art. cité.

24. Cf. VELASCO, Laura, "Diferenciación étnica en el Valle de San Quintín : cambios recientes en el proceso de asentamiento y trabajo agrícola (un primer acercamiento a los resultados de investigación)", in : ORTEGA VELEZ, Martha (coordinadora), *Jornaleros agrícolas migrantes en el Noroeste de México*, México : Ed. Plaza y Valdés, 2007, sous presse. L'auteur se réfère aux colonies Nueva San Juan, San Juan Copala et Nueva Región Triqui dans lesquelles vivent aussi des personnes provenant d'autres États du Mexique et d'autres groupes indiens de la région d'Oaxaca, mais ce sont les Triquis qui sont arrivés à contrôler ce territoire.

des traditions se reproduisent et se recréent en s'adaptant à ce nouvel espace et aux ressources disponibles²⁵. Ce sont des lieux qui servent de trame tant aux manifestations de solidarité qu'aux relations conflictuelles. Ce sont des lieux enfin auxquels s'articulent les déplacements vers d'autres destinations, régionales ou internationales, qui entrent dans la configuration d'un grand archipel où peuvent se déployer les mouvements migratoires des journaliers et de leurs familles²⁶.

À l'intérieur de cette dynamique, entre 1994 et 2003, nous avons vu se créer, en Basse-Californie et dans les vallées du Sinaloa²⁷, différentes organisations de migrants. Ce sont des associations qui ont pour but la défense des droits des travailleurs, qui leur offrent une assistance juridique et une aide pour les problèmes relevant de leurs conditions de travail. En général, chacune d'entre elles réunit de petits groupes (350 personnes au maximum). Certaines disent même n'avoir pas de membres, leur objectif étant de mener dans les colonies des actions d'envergure qui leur rapportent une clientèle politique. Leur existence est donc éphémère et elles doivent procéder à de constants réajustements qui conduisent

25. Ainsi, dans les colonies triques, on célèbre la fête du saint patron de San Juan Copala.

26. Cf. GUSMEL, André ; DEL REY, Alberto, "La construcción d'une économie familiale d'archipel. Mobilité et recomposition des relations inter-générationnelles", communication au XXV^e Congrès général de la population, Salvador de Bahia, Brésil, 15-25 octobre 2001, 23 p. ; LEONARD, Eric ; GUSMEL, André ; DEL REY, Alberto, "De la comunidad territorial al archipiélago familiar. Movilidad, contractualización de las relaciones inter-generacionales y desarrollo local en el sur del Estado de Veracruz", communication au IV^e Congreso de la Asociación Mexicana de Estudios Rurales, Morelia, Mich., 20-22 junio 2003, 23 p.

27. Dans le Sinaloa les associations civiles suivantes voient le jour : le Frente indígena modesto jornalero sinaloense (Front indien modeste des journaliers du Sinaloa), l'Asociación indígena jornalera sinaloense (Association indienne des journaliers du Sinaloa), l'Unión indígena Sur del país "La Patria es primero" (Union indienne du sud du pays "La Patrie d'abord"), le Consejo sinaloense para el desarrollo de los pueblos indígenas (Conseil pour l'essor des peuples indiens du Sinaloa), l'Asociación de Indígenas oaxaqueños (Association d'Indiens de l'Oaxaca) et le Frente de unificación de lucha trique. Liberación de pueblos indígenas (Front d'unification de la lutte trique. Libération des peuples indiens). En Basse-Californie se constituent le Frente indígena migrante de Huilepec y radicados en Mandadero y conexas (Front indien des migrants de Huilepec et des personnes établies à Mandadero et aux alentours), l'Unión alianza Huilepec (Union alliance Huilepec), le Frente nacional indígena oaxaqueño (Front national indien de l'Oaxaca), le Grupo Heladio Ramírez (Groupe Heladio Ramírez), l'Asistencia legal indígena (Aide légale aux Indiens), le Frente independiente de Lucha trique (Front indépendant de lutte trique), l'Asociación de Indígenas oaxaqueños (Association d'Indiens de l'Oaxaca), la Coordinadora de comités para el desarrollo social (Coordination de comités pour le développement social) et le Frente indígena oaxaqueño binacional (Front indien binational de l'Oaxaca) qui a connu diverses actions.

certaines à s'unir et d'autres à disparaître²⁸. Il faut dire que ce sont aussi des instruments pour qui recherche le contrôle politique du territoire²⁹.

Il existe bien des syndicats de journaliers qui opèrent dans les principales régions d'attraction (Sinaloa, Sonora et Basse-Californie), mais actuellement leur activité n'est guère centrée sur la défense des conditions de travail des journaliers agricoles³⁰. C'est justement le caractère temporaire d'un travail à la journée qui explique les difficultés historiques d'une organisation de travailleurs agricoles, mais elles sont aujourd'hui aggravées par leur mobilité accrue, leur instabilité imposée par la nature flexible des tâches. C'est pourquoi, dans ces conditions, l'action syndicale a perdu l'efficacité qu'elle avait autrefois, les associations de migrants devenues plus importantes, surtout parmi ceux qui se sont établis à demeure, venant la remplacer.

Ces associations se constituent d'abord sur la base de l'appartenance au village d'origine³¹ ou sur la base de l'appartenance ethnique³², ce qui leur confère un enracinement symbolique. Au moyen de ces associations, les habitants des colonies cherchent certes à négocier l'attention d'un bout de terrain et l'installation de services publics, mais ils commencent aussi à intégrer à leurs revendications la question des droits humains, en tant que travailleurs et en tant qu'Indiens³³. Certaines de ces organisations

28. Dans les deux États, les journaliers ont bien une expérience de lutte syndicale qui date d'avant les années 70, mais ces organisations ont gagné en force. Les dirigeants syndicaux se plaignent des difficultés qu'ils rencontrent pour recruter des membres et pour organiser une population en perpétuel mouvement. Malgré leur discours où ils affirment leur volonté d'appuyer les revendications des travailleurs et de leur offrir assistance et information, les journaliers n'ont guère recouru à eux.

29. Cf. LARA, Sara María ; ORTIZ, Celso, *Alternativas organizativas de los trabajadores agrícolas migrantes. Informe de trabajo*, México : Instituto de Estudios del Trabajo, 2004, 22 p.

30. Signalons dans le Sinaloa le Sindicato nacional de trabajadores del campo y similares y conexas (SNTCSC, Syndicat national des travailleurs agricoles, assimilés et associés) affilié à la Confederación de trabajadores de México (CTM, Confédération des travailleurs du Mexique). Dans la vallée de San Quintín, la CTM est parvenue à avoir la plus grande protection sociale à travers le Sindicato nacional de trabajadores, obreros y asalariados del campo (Syndicat national des travailleurs, des ouvriers et des salariés agricoles). On trouve aussi la Central de obreros agrícolas y campesinos (CIOAC, Centrale des ouvriers agricoles et des paysans), qui est particulièrement forte dans le Sinaloa, dans la vallée de San Quintín et en Basse-Californie. Dans le Sinaloa, une de ses branches syndicales a pour nom la Federación independiente de obreros agrícolas y campesinos de Sinaloa (Fédération indépendante des ouvriers agricoles et des paysans du Sinaloa), qui a programmé la constitution du Sindicato nacional de obreros agrícolas similares y conexas (SNOASC, Syndicat national des ouvriers agricoles, assimilés et associés).

31. Ainsi l'Unión alianza Huilepec intègre des membres de San Antonio Huilepec situé dans l'État d'Oaxaca.

32. Comme le Frente independiente de lucha trique, qui rassemble des personnes de diverses communautés mais parlant le trique.

33. Cf. LARA, Sara María ; ORTIZ, Celso, *Alternativas organizativas de los trabajadores agrícolas migrantes*, op. cit.

ont progressivement modifié leurs stratégies pour intégrer des collectifs plus larges³⁴. À San Quintín, selon Laura Velasco, les résidents s'investissent de plus en plus dans la lutte contre la façon dont on les perçoit : ils ne veulent plus être désignés comme des "migrants" ou des "péquenaucles" par ceux qui se revendiquent comme des "autochtones"³⁵. « Ceux qui se reconnaissent entre eux dans les espaces qu'ils occupent ou qu'ils traversent au cours d'une histoire commune de mobilité et productifs d'un lien social particulier sont des étrangers par rapport aux "autochtones légitimes". Cette position d'extranéité les rapproche [...], ils négocient [...] leur entrée ici sans renoncer pour autant à là-bas, au lieu d'où ils viennent et ils peuvent rester longtemps dans cet "entre-deux" »³⁶.

Cette ambivalence leur permet de mobiliser des ressources là et là-bas, de se mouvoir sur un territoire plus ample qui intègre non seulement des espaces différents, mais aussi des inscriptions multiples convergentes.

Conclusion

Nous avons voulu montrer dans cette contribution que la migration des journaliers agricoles vers le nord-ouest du Mexique pour travailler dans les récoltes de produits maraîchers est un phénomène qui crée des connexions entre des mouvements migratoires diversement orientés, une articulation entre des espaces de nature différente et des identités aux multiples facettes.

Ils étaient des paysans appartenant à un monde rural bien délimité et correspondant souvent à une communauté indienne, mais les journaliers et leurs familles ont dû se convertir en "personnes itinérantes" à la recherche de travail et soumises à une pluriactivité, gérer leur précarité en mettant en œuvre des stratégies de mobilité qui les amènent à scinder leur groupe dans des espaces géographiques dispersés mais qui dessinent un « territoire de migration ». Comme le dit Laurent Faret, l'ensemble des lieux qui composent un territoire de migration ne sont pas

34. C'est le cas du Frente indígena moteco jornalero sinaloense, de l'Asociación Indígena jornalero sinaloense, de l'Unión indígena Sur del país "La Patria es primero" et du Consejo sinaloense para el desarrollo de los pueblos indígenas.

35. Cf. VELASCO, Laura, "Migración y fronteras culturales: la contienda por la identidad en una región transnacional", in : HOFFMAN, Ofelia ; RODRÍGUEZ, María Teresa (coordinadoras), *Coexistir y vivir la diferencia: los actores de la multiculturalidad en México y Colombia*, Jalapa, Veracruz : Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social ; Centro de estudios mexicanos ; Institut de recherche pour le développement, 2007, sous presse.

36. TARRIUS, Alain, "Leer, escribir, interpretar. Las circulaciones migratorias", art. cité, pp. 56-57.

des points isolés ; même s'ils se trouvent géographiquement dispersés, il s'agit autant de ce qui relie ces lieux que de ces lieux eux-mêmes³⁷.

Les journaliers agricoles se déplacent sur un territoire qui intègre donc le lieu d'origine et un vaste espace migratoire que façonne un marché du travail créé par les entreprises agro-exportatrices installées dans le nord-ouest du Mexique. Tous ces lieux sont reliés par des réseaux sociaux qui permettent l'échange d'informations nécessaires à l'intégration dans ces marchés et à l'accès à de nouvelles possibilités d'emploi au Mexique ou aux États-Unis. Pour Laurent Faret, les groupes qui se déplacent beaucoup mettent en œuvre des stratégies de résidence qui aident à qualifier les lieux les uns par rapport aux autres, à développer des pratiques collectives et des formes de reconnaissance mutuelle³⁸. Ce sont des stratégies fondées sur des logiques qui permettent de tirer avantage des inégalités spatiales, chaque lieu se voyant attribuer une "utilisation" potentielle en fonction des informations obtenues qui combinent des faits, des perceptions, le degré d'accessibilité physique, mais aussi des précisions de caractère social et symbolique. Il s'agit, dit-il, de procéder à la qualification des lieux avant de les vivre. Cette assignation d'un sens n'est pas individuelle, mais résulte de processus collectifs.

Il s'agit donc d'une mobilité qui concerne des familles et des communautés paysannes tout entières, provenant de régions agricoles qui ont cessé de produire ce qu'il faudrait pour retenir la population. Ces groupes sociaux ont alors constitué des circuits autour d'un ensemble de lieux qui ont été parcourus par les uns, rendus significatifs par d'autres, et qui forgent peu à peu ces « territoires de migration ».

Traduit de l'espagnol (Mexique) par Hélène LE DOARÉ

37. Cf. FARET, Laurent, "Mobilité spatiale et territorialité", art. cité.

38. *Ibidem*.